



Montréal, le 15 juillet 2010

Dr. Marketa D. Evans
Conseillère en RSE de l'industrie extractive
Bureau du conseiller en RSE de l'industrie extractive
1, rue Front, Bureau 5110
Toronto (Ontario) M5J 2X5
Marketa.Evans@international.gc.ca

Objet : Consultation publique de Montréal sur la responsabilité sociale des entreprises

Mme Evans,

C'est avec beaucoup d'étonnement que le *Comité pour les droits humains en Amérique latine* (CDHAL) a pris connaissance de la tenue d'une consultation publique le jeudi 8 juillet 2010 à Montréal, organisée par le Bureau du conseiller en responsabilité sociale des entreprises (RSE) concernant le nouveau processus de résolution de conflits.

En janvier dernier, j'ai pris contact avec votre Bureau par l'entremise du Directeur adjoint – RSE et Point de contact national pour les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, M. Carlos Rojas-Arbulú.

Le 21 janvier 2010, j'ai reçu un courriel de votre part nous informant que vous nous tiendriez au courant du lancement du processus formel de consultation et que vous ajouteriez le CDHAL sur une éventuelle liste de distribution à ce sujet (voir copie du courriel en pièce-jointe). Vous avez clairement indiqué: « *One of the first items on the agenda is to create, in an open, participatory fashion, a credible and useful review mechanism* ».

Déplorablement, j'ai appris que seulement deux représentants de la société civile ont participé à cette consultation : une représentante du Comité pour la justice sociale (CJS) et une représentante de Développement et Paix. Pourtant, plusieurs représentants de compagnies minières étaient au rendez-vous pour participer à la consultation.



Beaucoup d'organismes sans but lucratif travaillent sur le sujet de l'industrie extractive et la RSE à Montréal. Le fait que seuls deux représentants aient répondu à l'appel des consultations publiques n'est pas représentatif de la situation montréalaise et de l'intérêt que portent plusieurs organismes pour cette question. Pour qu'une consultation soit ouverte et publique, il faut que les parties soient adéquatement informées et que cette information circule activement et préalablement dans les divers réseaux (industrie, société civile, gouvernement, collectivités).

Or, bien que le *Comité pour les droits humains en Amérique latine* (CDHAL) ait pris contact avec votre Bureau pour savoir comment participer dans le processus, nous n'avons été nullement informés de cette consultation publique à Montréal et n'y avons donc pas participé. Nous sommes particulièrement déçus puisque je vous rappelle que notre organisme travaille de près avec des communautés affectées par les opérations d'entreprises minières canadiennes.

Nous comprenons que nous avons jusqu'au 13 août prochain pour présenter des observations par écrit et que le processus reste ouvert. Néanmoins, nous souhaiterions réellement voir plus de transparence et d'ouverture dans ce processus de consultation, tel que vous l'avez mentionné lors du son lancement le 7 juin dernier.

Veuillez agréer, Mme Evans, l'expression de mes salutations distinguées.

Leslie Ning
Chargée de dossier - Exploitation minière et droits humains
Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)
211, rue Jarry Est
Montréal (Québec) H2P 1T6
Tel : 514.387.5550
Courriel : mines@cdhal.org

*c. c. Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique latine
Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises (RCRCE)*

p.j. Courriel du 21 janvier 2010



Pièce-jointe – Courriel du 21 janvier 2010

----- Original Message -----

From: Marketa.Evans@international.gc.ca
To: mines@cdhal.org
Cc: Carlos.Rojas-Arbulu@international.gc.ca
Sent: Thursday, January 21, 2010 11:40 AM
Subject: FW: Question regarding CSR

Dear Ms. Ning,

thank you very much for your inquiries about CSR and the Counsellor's Office. I'm very much looking forward to the launch of our 2010 workplan. One of the first items on the agenda is to create, in an open, participatory fashion, a credible and useful review mechanism. I would be very happy to keep you up to speed on this as it unfolds - we will be launching a formal consultation process and I would welcome your input.

Further information will also be available on the Office website which will launch shortly, timed approximately with the formal opening of the office in early March.

I will add your name to our eventual distribution list.

Kindest regards,

Marketa D. Evans, PhD

Extractive Sector Corporate Social Responsibility Counsellor/Conseiller en responsabilité sociale des entreprises de l'industrie extractive

marketa.evans@international.gc.ca

416-952-1289

Foreign Affairs and International Trade Canada | Affaires étrangères et Commerce international
Canada
Government of Canada | Gouvernement du Canada